



Canadian Council for Refugees
Conseil canadien pour les réfugiés

Rapport de la Consultation d'automne

Niagara Falls - 30 novembre au 2 décembre 2017

Les droits humains sans frontière



Table des matières

Points saillants de la Consultation	3
Ateliers et sessions	4
Principaux enjeux	5
Résultats	6
Suggestions provenant des ateliers	7
Évaluations des participants	9

Remerciements

Le Conseil canadien pour les réfugiés est profondément reconnaissant pour les contributions financières :

- du Ministère des Affaires civiques et de l'Immigration de l'Ontario
- de la Commission de la culture de Fort Erie
- de l'Université Brock - Institut de recherche en justice sociale

Nous sommes redevables pour les dons en nature et en services offerts par :

- | | |
|--|---|
| ○ le Centre multiculturel de Fort Erie | ○ le Centre de santé communautaire Hamilton-Niagara |
| ○ le YMCA de Niagara | ○ la Native Women Inc. Section Niagara |
| ○ le Centre multiculturel des arts folkloriques du Niagara | ○ la Ville de Fort Erie |
| ○ le Diocèse anglican de Niagara | ○ la Ville de Niagara Falls |
| ○ l'École secondaire du Grand Fort Erie | ○ la Ville de Welland |
| ○ le Conseil du patrimoine de Welland | ○ la Ville de St Catharines |

Nous souhaitons remercier les membres du comité organisateur local, les bénévoles, les organisateurs d'ateliers, les panélistes et les modérateurs, dont dépend le succès de la Consultation.

Points saillants de la Consultation

La Consultation d'automne 2017 du Conseil canadien pour les réfugiés s'est tenue du 30 novembre au 2 décembre à Niagara Falls sur le territoire traditionnel des peuples Anishinaabeg et Haudenosaunee. La Consultation a attiré 367 participants de partout au Canada.

La Consultation d'automne 2017 a offert aux intervenants travaillant à la protection des réfugiés et des immigrants tant au Canada que partout ailleurs, l'occasion d'apprendre, de partager leurs expériences, de réseauter et d'élaborer des stratégies.

La Consultation a également donné lieu à des discussions importantes entre des représentants d'ONG et des représentants du gouvernement canadien, notamment de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié, d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada et de l'Agence des services frontaliers du Canada; il y a eu en outre une séance plénière avec la participation ministre de la Sécurité publique Ralph Goodale.

Les participants ont profité de l'occasion pour honorer et remercier Loly Rico qui termine son mandat de cinq ans à titre de présidente du CCR. Claire Roque a été élue présidente lors de l'assemblée générale annuelle qui a clôturé les activités de la Consultation.



367 participants
venant de
8 provinces

Les ateliers ont atteint les objectifs suivants

Partage d'information 100%	★ ★ ★ ★ ★	Discussions politiques	★ ★ ★ ★ ★
Partage de ressources et d'approches	★ ★ ★ ★ ★	Réseautage	★ ★ ★ ★ ★
Formation et amélioration des compétences pratiques	★ ★ ★ ★ ★	Création de liens (entre les ONG et le gouvernement, et entre les secteurs des groupes du travail, etc.)	★ ★ ★ ★ ★
Développement des plans d'action	★ ★ ★ ★ ★		

Ceux et celles qui ont participé ont particulièrement apprécié...



Le dialogue avec des représentants du gouvernement; **l'occasion d'apprendre**; la chance de discuter dans un environnement sans oppression; **les conférenciers ont tenu compte des commentaires**; la chance de rencontrer et d'échanger divers points de vue avec d'autres délégués; **le mix : partage des connaissances et ateliers**; la qualité des conférenciers et des présentations; **les rassemblements lors des pauses, les lieux, la technologie**; le fait de partager avec d'autres personnes qui font des choses similaires mais de manière innovante...

“ J'ai vraiment apprécié que les ateliers étaient de véritables ateliers avec la possibilité de dialoguer et de poser des questions plutôt que des discours plus longs. ”

Ateliers et sessions

Conférencier d'honneur: le vendredi 1^{er} décembre, dans le cadre d'une assemblée plénière spéciale, nous avons eu le plaisir de recevoir le ministre de la Sécurité publique, Ralph Goodale.

Ateliers

- Traversées irrégulières en provenance des États-Unis
- Un voyage vers l'exil
- Vers le Pacte mondial sur les réfugiés
- Expériences de jeunes migrants passant à la frontière
- Alternatives à la détention au Canada: les plans de l'ASFC et des organismes partenaires
- L'exploitation sexuelle, le travail forcé et autres formes de la traite: aller au-delà des clivages de la traite
- Crises de réfugiés oubliées: priorité sur le Soudan du Sud et le Burundi
- Travailler auprès des personnes à statut précaire
- Imaginez: l'éducation comme voie complémentaire à une solution durable
- Apprentissage des langues pour les nouveaux arrivants: réussites et défis
- Double peine: criminalité et statut d'immigration
- Confronter le racisme et l'islamophobie dans notre travail
- Modifications à la SPR
- Protéger les réfugiés = une société plus forte: comment accroître le soutien aux réfugiés
- L'accès à l'éducation est un droit humain: les défis à l'échelle postsecondaire
- Contester les barrières à la citoyenneté canadienne
- Dialogue avec IRCC
- Formation: la race, la violence basée sur le genre et le droit des femmes avec un statut d'immigration précaire

Séances de caucus

- Santé mentale
- Voies complémentaires pour les réfugiés
- Anciens demandeurs d'asile
- Réseau africain
- Réseau des jeunes
- Coalition des fournisseurs de services pour les demandeurs d'asile
- Réfugiés en Écosse
- Comité francophone

Réunions de groupes de travail

- Protection outremer et parrainage
- Immigration et établissement
- Protection au Canada
- Séance de stratégie: faire progresser notre plaidoyer

Autres sessions

- Séance plénière d'ouverture
- Séance plénière de clôture et assemblée générale annuelle

Principaux enjeux de la Consultation

Voies complémentaires

En plus de discuter des mesures existantes concernant la réinstallation des réfugiés et les demandes d'asile, les participants ont exploré les voies possibles pour en arriver à une solution durable au Canada. L'intérêt canadien pour des voies complémentaires en matière de réfugiés fait écho au discours international qui prône l'ouverture aux réfugiés de nouvelles avenues. Dans le contexte canadien, cela implique d'examiner comment rendre accessibles aux réfugiés d'autres voies d'immigration, par exemple, en facilitant leur immigration comme immigrant économique ou comme étudiant.

Obstacles à la citoyenneté

La plupart des changements apportés à la Loi sur la citoyenneté par le projet de loi C-24 en 2014 ont été supprimés par le projet de loi C-6 devenu loi en 2017. D'importants changements sont en vigueur quant à qui peut présenter une demande de citoyenneté, mais il y a toujours des obstacles à la citoyenneté. Dans le cadre d'un atelier tenu à Niagara Falls, certains de ces obstacles ont été identifiés notamment les frais de traitement élevés, les exigences linguistiques et l'examen de citoyenneté difficile à réussir. Une réunion virtuelle est prévue afin d'aider les membres intéressés à développer la position du CCR à ce sujet. De plus, un document d'information est en cours de préparation pour expliquer ces problèmes.

Nouveaux défis dans le système de détermination du statut de réfugié

Les derniers mois ont apporté de nouveaux défis au système canadien de détermination du statut de réfugié. Les réalités politiques aux États-Unis ont incité plus de gens à quitter leur statut précaire et à demander le statut de réfugié au Canada : il faut donc comprendre les règles d'immigration dans ce pays. Il a été suggéré de faire un webinaire sur les informations partagées lors de l'atelier. Une augmentation des demandes d'asile et le refus du gouvernement d'augmenter les ressources de la CISR ont mené à d'importants retards dans le traitement des demandes et ont poussé la CISR à modifier les priorités de mise au rôle. Les participants ont écouté et commenté les propos de la CISR à ce sujet. Enfin, des rapports selon lesquels le gouvernement pourrait envisager retirer à la CISR la responsabilité de la détermination du statut de réfugié circulent: les membres du CCR ont convenu qu'une telle mesure doit être vigoureusement contestée.

Inadmissibilité criminelle

La question de l'inadmissibilité criminelle exposant des résidents permanents à l'expulsion figure sur la liste des priorités du CCR depuis de nombreuses années, et plus particulièrement depuis 2013, année où la Loi sur le renvoi accéléré des criminels étrangers a été promulguée. À Niagara Falls, les membres du CCR ont adopté une résolution contre cette double pénalité qui fait en sorte que les non-citoyens sont punis non seulement par le système de justice criminel mais aussi par le système d'immigration (perte de statut et la déportation). Un webinaire est prévu pour aider les membres à se familiariser avec ce problème.

Implication internationale

Conformément au plan stratégique du CCR, tout en adoptant une perspective canadienne, nous continuons d'élargir notre participation internationale et de participer aux discussions et aux consultations sur les enjeux internationaux. Lors de la Consultation, une séance sur le Pacte mondial pour les réfugiés et une discussion sur les plans du prochain colloque international qui se tiendra à Toronto les 7 et 9 juin ont mis en lumière l'équilibre entre l'orientation nationale du CCR et son implication à l'international.

Combattre l'islamophobie

Le CCR dénonce régulièrement le racisme, l'oppression et l'islamophobie, particulièrement en ce qui a trait à l'immigration et à l'intégration. À Niagara Falls, il a été décidé que le CCR devrait dénoncer l'islamophobie avec plus de vigueur. Le CCR a donc publié une lettre ouverte en appui au Conseil national des musulmans du Canada qui demande au premier ministre de faire du 29 janvier la Journée nationale de commémoration et d'action contre l'islamophobie.

Caucus africain

Le fait que les réfugiés africains sont trop souvent oubliés a amené les membres du CCR et d'autres intervenants à reconnaître la nécessité d'avoir un Réseau africain pancanadien. Lors de la séance du caucus où l'assistance était nombreuse, il a été confirmé qu'une demande a été faite au CCR afin qu'il héberge ce réseau et qu'il offre des commentaires sur son mandat et sa structure.

Solutions de rechange à la détention

Le plan de l'ASFC visant à introduire des solutions de rechange à la détention fait l'objet de discussions depuis plus d'un an. Lors de cette Consultation, les participants ont entendu et commenté le plan proposé par l'ASFC et ont discuté avec le ministre de la Sécurité publique, Ralph Goodale, de la nécessité de confier un rôle plus important aux ONG. Le CCR s'est engagé à fournir des commentaires écrits sur le plan.

Résultats

Demandes d'actions aux membres

L'Immigration et l'Établissement (I&É)

1. Les membres doivent plaider en faveur de l'accès à l'éducation postsecondaire pour les personnes ayant un statut précaire et sans statut à bénéficier des frais de scolarité nationaux avec leur ministère de l'Éducation provincial et avec les établissements d'enseignement postsecondaire locaux.
2. Les membres prévoient participer à la campagne Protéger les réfugiés = une société plus forte en se joignant à la Journée de lobbying du CCR du 4 avril 2018, en réunissant des parrains privés, des organismes d'établissement et des défenseurs des demandeurs d'asile.

La Protection outremer et parrainage (POP) (nouvellement nommée la Protection outremer et la réinstallation)

1. Les membres prévoient participer à la campagne Protéger les réfugiés = une société plus forte en se joignant à la Journée de lobbying du CCR du 4 avril 2018, et en soutenant les trois recommandations politiques, peu importe leur domaine d'activités.

Protection au Canada (PC)

1. Que les membres utilisent les points de discussion du CCR pour défendre vigoureusement la Section de la protection des réfugiés (SPR) et pour s'adresser à leurs députés.
2. Que les membres se renseignent sur l'Entente sur les tiers pays sûrs en utilisant les outils disponibles sur ccrweb.ca/fr/tiers-pays-sur.

Résolution

Criminalité et double peine

Attendu que :

1. Certaines personnes commettent des crimes au Canada. Les personnes ayant la citoyenneté reçoivent une punition. Les personnes qui ont la résidence permanente ou sont des personnes protégées sont passibles de peines supplémentaires, notamment :
 - interdiction de territoire (avec ou sans droit d'appel);
 - perte du statut de résident permanent et déportation;
 - interdiction de demander la citoyenneté pendant une certaine période de temps.
2. Les personnes arrivées au Canada comme mineures, les personnes issues de communautés racisées et les personnes ayant des problèmes de santé mentale, et qui n'ont jamais obtenu la citoyenneté, sont touchées de façon disproportionnée par cette différence de traitement et risquent d'être déportées, malgré le fait qu'elles ont passé la majeure partie de leur vie au Canada;
3. Les mesures discrétionnaires fondées sur des considérations d'ordre humanitaire, bien qu'importantes, ne constituent pas un remède adéquat.

Il est résolu:

que le CCR considère que l'interdiction de territoire ne devrait pas s'appliquer aux résidents permanents ni aux personnes protégées se trouvant au Canada qui ont vécu au Canada pendant au moins trois des cinq dernières années.

Approuvée par les membres du CCR en décembre 2017

Suggestions provenant des ateliers

Les suggestions suivantes de ressources, d'actions et de lecture ont émergé des discussions des ateliers. Elles ne sont pas nécessairement endossées par le CCR, mais sont fournies ici pour l'intérêt.

Arrivées irrégulières des États-Unis

- Créer un document d'une page avec l'analyse des États-Unis en tant que pays tiers non sécuritaire, afin de mieux informer les décideurs sur le contexte de l'Entente sur les tiers pays sûrs;
- Continuer à plaider en faveur de la suspension de l'Entente sur les tiers pays sûrs.

Apprentissage des langues pour les nouveaux arrivants : succès et défis

- Plaider pour plus de ressources en matière de garde d'enfants, de transport et d'apprentissage en ligne pour soutenir l'accès à l'apprentissage des langues, en particulier pour les femmes et les personnes âgées qui font face à des obstacles dans l'accès aux programmes linguistiques;
- Reconnaître et soutenir les programmes de langues non traditionnels et offerts par des bénévoles.



Modification de la Section de la protection des réfugiés

Plaider pour les droits des réfugiés burundais déportés du Canada, se trouvant maintenant dans des camps de réfugiés.

L'accès à l'éducation est un droit fondamental: les défis au niveau postsecondaire

- Plaider en faveur de programmes comme le programme de transition de l'Université York, dans le cadre duquel les étudiants ayant un statut précaire ou nul peuvent accéder à l'éducation postsecondaire aux frais de scolarité locaux;
- Plaider pour une plus grande reconnaissance des diplômes et de l'expérience de travail à l'étranger.

Vers un Pacte Mondial sur les Réfugiés

- Pour des renseignements sur la participation du Canada, voir : Déclaration du Canada à la discussion thématique 1 - en anglais seulement www.unhcr.org/events/conferences/59e5bc4b7/statement-canada-first-thematic-consultation-additional-remarks-10-july.html
- Plaidoyer continu pour le Canada de signer la Convention de 1954 relative au statut des apatrides.

Combattre le racisme et l'islamophobie

- Reprendre les éléments de la campagne de sensibilisation d'OCASI contre le racisme anti-noir www.torontoforall.ca/anti-black-racism/
- Partager les ressources d'un webinaire passé sur l'intégration de l'éducation sur les peuples autochtones dans l'apprentissage des langues : ccrweb.ca/fr/ressources-webinaire-premiers-peuples-materiel-apprentissage

Expérience de traversée de jeunes migrants

Développer une campagne de sensibilisation en utilisant le témoignage de jeunes ayant une expérience vécue.

Sexe, travail et autres formes de traite: au-delà des clivages de la traite

- Plaider pour renforcer les recours en droit du travail pour les personnes sans statut;
- Plaider pour que le gouvernement finance des services de soutien offerts par des organismes de la société civile pour les travailleurs victimes de la traite;
- Créer un document décrivant la gamme de l'exploitation et les réponses appropriées;
- Examiner comment changer le récit de ce qui constitue la traite et de qui vit l'expérience, en utilisant un cadre des droits de la personne;
- Ressources recommandées pour information :
 - Human Trafficking Spectrum – Moving Beyond the Binary Approach, par Sue Wilson et Annalise Trudell : ccrweb.ca/en/consult/human-trafficking-spectrum-moving-beyond-binary-approach
 - Réseau des travailleurs du sexe migrants asiatiques. Ressources légales pour les fournisseurs de services (en anglais seulement) : www.butterflysw.org/legal-information-for-services-prov

Suggestions provenant des ateliers (suite)

Les suggestions suivantes de ressources, d'actions et de lecture ont émergé des discussions des ateliers. Elles ne sont pas nécessairement endossées par le CCR, mais sont fournies ici pour l'intérêt.

Un voyage en exil

Il y avait un intérêt à utiliser l'exercice de simulation de cet atelier dans le cadre de la campagne pour sensibiliser les gens aux enjeux des réfugiés.

Crises oubliées de réfugiés

- Plaidoyer sur les causes profondes du déplacement lorsque des entreprises canadiennes sont impliquées;
- Plaidoyer pour la réponse à la réinstallation et l'aide humanitaire dans les pays d'accueil de réfugiés « oubliés »;
- Veiller à ce que toute campagne de plaidoyer et de sensibilisation à la réponse aux crises de réfugiés inclut un objectif sur les crises « oubliées ».

Les obstacles à l'obtention de la citoyenneté

- Création d'une ressource permettant aux membres de comprendre les obstacles systémiques à l'obtention de la citoyenneté (frais de demande élevés (limités au paiement en ligne), exigences de langue et de connaissances rigoureuses et rigides);
- Plaider auprès du gouvernement pour l'élimination des obstacles systémiques;
- Organiser une rencontre virtuelle pour développer davantage une proposition de positionnement du CCR sur les obstacles à l'obtention de la citoyenneté.

Imaginez l'éducation comme voie complémentaire à une solution durable

- Faire valoir que ceux qui demandent un permis d'études pour venir au Canada n'auront pas à démontrer qu'ils retourneront dans leur pays d'origine après leurs études. En réalité, une fois diplômés, ils deviennent des candidats convoités pour la résidence permanente dans la Catégorie de l'expérience canadienne. Ceci est particulièrement pertinent pour ceux qui fuient leur pays d'origine.
- Plaider pour que le gouvernement canadien renouvelle son soutien au Programme d'enseignement supérieur sans frontières pour les réfugiés (BHER) et appuie d'autres initiatives qui appuient le développement de parcours complémentaires par l'éducation aux réfugiés en situation prolongée (notamment par la réinstallation dans leurs régions).

Protéger les réfugiés = Société plus forte

- Créer des ressources sur les messages pivotants, en répondant directement aux « préoccupations économiques »;
- Rendre la communication de messages accessible aux enfants / jeunes / étudiants;
- Ne perdez pas de vue le racisme / l'islamophobie - c'est essentiel à la conversation;
- Mettre l'accent sur toutes les contributions des réfugiés : économiques, culturelles, sociétales, sociales.

Dialogue avec IRCC

Plusieurs questions ont été identifiées à IRCC comme des questions prioritaires pour CCR concernant la réunification familiale :

- Accélérer le processus des personnes à charge des réfugiés à l'étranger;
- Examen médical : les familles ayant de longs délais de traitement doivent refaire les examens médicaux à plusieurs reprises et doivent se rendre à un médecin de l'immigration désigné hors de la zone de résidence, ce qui leur coûte beaucoup de ressources. Cela devrait être évité;
- Allocation de ressources pour répondre aux dossiers DR2 (réunification familiale pour les réfugiés);
- Désigner des cas prioritaires : enfants séparés, populations vulnérables, personnes protégées et enfants mineurs à risque. Clarifier à qui les cas prioritaires doivent être soumis;
- Alternatives aux tests d'ADN;
- Besoin d'une meilleure communication avec le bureau à l'étranger.

Travailler avec des personnes ayant un statut précaire

- Développer des ressources de formation et des ateliers pour les travailleurs de première ligne sur les différents statuts d'immigration et les services offerts aux migrants en fonction du statut;
- Plaider auprès d'IRCC pour que tous les demandeurs CH puissent avoir accès à un permis de travail ouvert pour la durée du traitement, compte tenu des longs délais, et à la suspension de l'expulsion pour tous les demandeurs CH;
- Organiser un webinaire sur les bonnes pratiques lors de la mise en place d'une application CH.

Évaluations des participants

94 % des participants sont d'accord que	le programme global était solide, y compris la planification et la combinaison d'ateliers, de plénières et de caucus.
91 % des participants sont d'accord que	la conférence les a aidés à acquérir des connaissances, de la compréhension et des contacts qui leur seront utiles dans leur travail.
83 % des participants sont d'accord que	des efforts importants ont été déployés pour promouvoir le bilinguisme.
87 % des participants sont d'accord que	la conférence a fourni de bonnes occasions de participer et de contribuer au dialogue.
92 % des participants sont d'accord que	il y avait une bonne diversité de participants.
94 % des participants sont d'accord que	dans l'ensemble, la conférence a été un succès et qu'ils recommanderaient aux autres de participer à l'avenir.

66 Une conférence où il y a une occasion non seulement d'apprendre sur les enjeux, mais aussi d'élaborer des stratégies sur les actions à entreprendre et le dialogue avec les autres. »

« C'était génial d'interagir avec différents membres du gouvernement! »

« C'était génial de faire partie d'une conférence qui a pris l'inclusion linguistique au sérieux. J'aime ça! »

« J'ai apprécié la possibilité d'avoir les représentants du gouvernement et du HCR à notre écoute. »

« Les séances plénières étaient bonnes - beaucoup de gens et une bonne énergie. Les séances des groupes de travail sont également utiles car elles ont donné des résultats concrets. Et la communauté / les gens sont incroyables! »

« Nous vous remercions de tout votre travail pour rendre votre Consultation aussi inclusive que possible. Bon travail! »

